

Le Pavé Digital

28 janvier 2020

Le mois de janvier s'ouvre sur une déconvenue pour le gouvernement qui n'aura pas réussi à enfumer le mouvement de grève contre la réforme des retraites avec une pseudo trêve des confiseurs. La manifestation du 9 janvier montre à quel point la contestation est forte (8 000 personnes à Bayonne, après un mois de contestation, à l'équivalent de ce qui se passe dans l'ensemble de l'Hexagone).

La veille, à Paris, les manifestants ont envahi l'immeuble du siège parisien de l'étasunien BlackRock, le plus grand gestionnaire d'actifs au monde, qui entend bien faire main basse sur une bonne partie du pactole des 320 milliards d'€ des caisses de retraites.



Occupation du siège de BlackRock à Paris, le 8 janvier.

Le gouvernement semble un instant "revenir" sur l'âge pivot, afin de jouer la carte CFDT. Mais cela ne fonctionne pas. Et d'ailleurs, le 15 janvier, lors des vœux à la Presse, Macron lâche : "Il y aura peut-être 66 millions d'âge pivot" prochainement... Le "revirement" gouvernemental n'a tenu que quelques jours !

Le 17 janvier, l'épisode des Bouffes du Nord sonne comme le début d'un mauvais karma pour Macron, alors que les actions contre le personnel politique LREM se multiplient (y compris à Bayonne, au bar du Théâtre, le 16.), qui se poursuit le lundi 20, avec deux accueils chahutés, à Dunkerque, le matin, puis à Versailles l'après-midi. Nous retrouvons la situation de décembre 2018 où Macron ne pouvait pas faire un pas dehors sans être conspué (comme au Puy-en-Velay le 4 décembre 2018)...

L'intervention médiatique de Benalla, cet omniprésent personnage interlope qui survole les lois et la scène internationale comme un ex-PdG de Renault, distribuant son "expertise" à qui veut bien l'entendre, n'arrive pas à faire diversion.

La débandade se poursuit le 22 janvier avec sketch de Jérusalem qui fait rire jusque dans les chaumières des Républicains.

La présentation de la réforme au conseil des Ministres, le 24, suivi des déclarations du week-end indiquent en revanche que le gouvernement reprend la main et s'apprête à passer en force et au plus vite. Quelles que soient les incantations au "débat des idées" cher à Martinez, ou à "l'appel à la raison" de Mélenchon, seul compte le rapport de force. Et pour l'instant, le pouvoir tient bon et ne lâchera rien. A bon entendeur.

Nat Cazarré – Mikel Lapeyre

Le dépôt de La Courneuve

Les différences de sites géographiques et économiques entraînent des actions et des formules de lutte différentes. C'est cette autonomie qui fait aussi la force du mouvement, il n'y a pas d'actions stéréotypées parce qu'il n'y a pas de situations stéréotypées. Mais à la Courneuve comme ailleurs, c'est une large solidarité qui est en train de se construire.

Mardi 14 janvier, 6 h 30. De passage à Paris, j'accompagne un copain prof au terminus de la ligne 7, La Courneuve dans le 93. On apporte 120 euros collectés la veille parmi les enseignants du 19^e arrondissement en grève. Les grévistes sont là, sur le quai, en tête de rame, depuis 42 jours. À faire baisser la tête aux conducteurs de la réserve générale, cette brigade casseuse de grève chèrement rémunérée pour faire son sale boulot de jaune. À tenir la dragée haute aux cadres qui mettent la pression aux conducteurs allant même jusqu'à interdire aux conducteurs non grévistes d'ouvrir leur porte pour qu'ils ne parlent pas avec ceux qui continuent la grève. Ce jour-là, ces mêmes cadres essaient ensuite de venir serrer la main aux gars du piquet qui refusent. Tout de suite les grévistes nous disent "Vous savez on va sans doute reprendre vendredi". Bah oui on sait, difficile de tenir encore longtemps avec des payes à zéro. Mais nous on voulait juste vous dire qu'on est là, qu'on vous remercie de ne pas avoir laissé le père Noël prendre la grève en otage. Pour vous dire merci d'avoir, en initiant le mouvement avec les cheminots, redonné conscience à plein de gens que nous sommes une force et que Macron et son monde d'accapareurs n'est pas inéluctable. Les passagers et passagères qui "profitent" des 3 heures de mise en circulation de la ligne pour s'entasser dans des rames bondées et viennent quand même glisser quelques mots d'encouragement et quelques pièces (dans le quartier on n'est pas riche) chaque matin ne s'y trompent d'ailleurs pas. Ils et elles savent où sont leurs ennemis : à la tête du CAC 40 ou de l'État et pas parmi celles et ceux que le porte-parole LREM appelle les manifestants radicalisés pour dénoncer une tentative d'occupation du siège LREM par des grévistes.

En même temps d'autres grévistes de l'éducation nationale sont au piquet de grève du grand dépôt de bus RATP de Pantin. Là aussi ça fait 40 jours que des dizaines de personnes sont sur le pont dès 4 heures du matin. Pas forcément des blocages car il faut bien le dire, avec la BAC de nuit 93 et les dizaines de CRS et de gardes mobiles qui nous sont envoyés à chaque fois, c'est dur de tenir. Mais à chaque fois un brasero, des sapins qui brûlent, du café, de la bonne humeur, des discussions entre des gens qui d'habitude ne se côtoient pas. Et là encore une caisse de grève qui témoigne de la popularité de ce mouvement. Chaque matin des conducteurs et des conductrices qui ont repris



le dépôt RATP de Flandre, à Pantin, toujours en grève jusqu'au 3 février.

Bah oui on sait, difficile de tenir encore longtemps avec des payes à zéro.



Une vente de gâteaux.

le boulot lâchent quelques pièces ou un billet. Chaque matin, entre 5 heures et 6 heures, des travailleurs et travailleuses qui passent devant le piquet en se rendant à leur boulot à pied, saluent, encouragent et donnent quelques pièces pour tenir encore. Chaque matin, il y a des concerts de klaxon qui font du bien. Il y a aussi des gens comme ce livreur qui tous les 2 jours pose sa camionnette pour passer une heure sur le piquet à discuter, à échanger pour changer le monde. Ou comme S., qui travaille dans une agence immobilière mais qui avant d'ouvrir son bureau vient sur le piquet entre 4 h 30 et 8 heures. Ou comme R., informaticien qui a fait passer 200 € pour la caisse de grève. Ou comme M., l'infatigable retraité de l'Éducation nationale toujours présent avec sa caisse de grève et sa bonne humeur. Et puis il y a aussi des extras : des étudiantes et des étudiants du conservatoire de musique qui de temps en temps font un concert matinal qui permettent d'improviser des rondes endiablées sous le regard dépité des pandores dégoûtés de cette bonne humeur, de cette fraternité, de ces amitiés de cette détermination que ni le manque de fric ni le froid et la pluie n'entravent... ou encore des historiennes et philosophes féministes qui viennent pour attirer l'attention sur le fait qu'à la RATP, (dans ce dépôt de bus de Pantin particulièrement) de nombreuses femmes sont très engagées dans la grève, une *chorba* des aurores faites par la maman d'un des grévistes.... En un mois et demi des mondes qui ne se côtoyaient pas ont appris à se connaître, à se rapprocher. Des solidarités se sont concrétisées.

Ainsi, le matin du dimanche 19 janvier, le comité de quartier de Crimée dans le 19^e arrondissement organisait une vente de gâteaux au profit des grévistes du métro. Une quinzaine de gâteaux à prix libre et hop ! 1200 € pour la caisse de grève en 2 ou 3 heures de temps. Ce même dimanche soir, les étudiants du conservatoire national de musique jouaient spécialement dans un bar du 19^e pour alimenter les caisses de grève de la RATP. Parce que la grève c'est aussi ça : la camaraderie, l'espoir, la joie, une escapade hors du "*métro, boulot, dodo, caveau*" que les accapareurs veulent nous imposer. Des amitiés qui vont perdurer. Qui vont poursuivre la lutte parce qu'on sait que face à un pouvoir dont l'objectif premier est de privatiser et livrer tous les biens communs à ses amis financiers de Blackrock, Renault Nissan, Axa, Mederic et j'en passe, il n'y a pas d'autre choix que de continuer. Continuer en étant toujours plus ingouvernables. Continuer parce que comme l'a dit une conductrice de bus lors de son AG où la grève a été prolongée jusqu'au 24 janvier : "*Allez, encore quelques jours de liberté !*" C'est d'ailleurs ce qu'ont dû se dire les grévistes de la ligne 7 qui finalement le vendredi au lieu de reprendre le turbin ont reconduit pour deux jours de plus.

Camille



Au petit matin, la chorba...

En un mois et demi des mondes qui ne se côtoyaient pas ont appris à se connaître, à se rapprocher. Des solidarités se sont concrétisées.



Devant la Sorbonne, mardi 14 janvier.

Trois semaines d'action

Le mouvement d'opposition à la réforme des retraites connaît plusieurs étapes. La trêve des confiseurs qui socialement n'a pas eu lieu, reste quand même inscrite dans le calendrier. Mais pas comme le souhaitaient les instances de pouvoir économique et politique. Il n'y a pas eu de reprise puisqu'il n'y a pas eu d'arrêt. Les formes de lutte évoluent et devront encore évoluer et se "moderniser" face à un ennemi sans foi ni loi. Le vieux



Jeudi 9 janvier, opération "BlackRock" devant les agences bancaires et les bureaux de compagnies d'assurances.

patronat patriarcal a fait place à un actionariat anonyme qui ne sait même plus dans quoi il a investi et pour qui ceux qui produisent la richesse ne sont que quantité méprisable. Le combat n'en sera que plus rude. Il y a des raisons de le craindre, il y a des raisons d'espérer.

Le jeudi 9 janvier est une journée de fortes mobilisations à Bayonne. Elle commence tôt le matin avec le blocage des bus du dépôt de Bayonne. La manifestation qui s'ensuit rassemble entre 7 000 et 8 000 personnes, soit une très forte participation plus d'un mois après le début du mouvement. Et comme cela est maintenant bien assimilé, y compris par le mouvement syndical, une "after" se développe à l'issue de la manifestation, une opération "BlackRock" qui recouvre d'autocollants les vitrines désignées. Des discussions se prolongent dans la rue, on quitte la routine syndicale.

Le lendemain, un groupe de grévistes et de Gilets jaunes bloque un train en gare de Bayonne pour soutenir la longue grève menée par les cheminots.

Pour une fois, une manifestation est organisée le samedi à laquelle participent environ 2 500 personnes. Le

défilé s'arrête sur l'esplanade qui fait face aux Galeries Lafayette. Nous avons droit à une chorale mixte improvisée entre syndicalistes et Gilets jaunes. Ces derniers font mine de se diriger vers un autre lieu mais reviennent par surprise sur les Galeries Lafayette, causant la panique des vigiles et un début de bousculade. Dans la précipitation, le rideau est baissé sur une porte restée ouverte qui cède sous le poids, tout cela sous les quolibets des manifestants. La maréchaussée arrive après la bataille. Le groupe repart vers les rues piétonnes et le marché pour retourner vers la gare. Encore une fois, le "défilé traditionnel" est sorti de son cadre !

Chaque matinée le lundi 13 où une soixantaine d'avocats jettent publiquement leur robe sur le parvis du tribunal, dénonçant des mesures qui handicapent "les petits cabinets".

C'est ensuite la députée Florence Lasserre qui est la cible des manifestants qui piqueniquent devant son domicile et refont la déco extérieure à coup de pq. Les prises de parole des syndicalistes qualifient la députée de "Godillot de La République en Marche", relevant son fort absentéisme au sein de l'hémicycle.

Le soir, 600 personnes manifestent à Pau en raison de la présence d'Emmanuel Macron venu participer à un mini sommet colonialiste.

Le mardi, 1 800 personnes participent à une autre manifestation. Pas d'action ensuite mais un repas solidaire à la Bourse du Travail où l'on constate les rapports gran-



Le 11 janvier, gilets jaunes et syndicats se font entendre devant les Galeries Lafayette.

dissant entre syndicalistes et Gilets jaunes : "Vous voyez qu'on vous écoute", déclare un responsable syndical à des Gilets jaunes présents qui acquiescent. Après la collation, nouveau blocage de train en gare de Bayonne



Voix occupées et trains de voyageurs bloqués en gare de Bayonne.

puis AG animée cette fois par des GJ et grévistes, pas de responsable syndical à la tribune.

Mercredi 15, on se dirige vers Hendaye. Une opération escargot cause de forts ralentissements sur l'autoroute. Trois voitures sont bloquées au péage de Biriadou, les autres traversent la frontière et reviennent par Béhobie. La manifestation, environ 450 personnes, s'arrête momentanément devant des entités commerciales. Un appel est lancé à ne pas laisser les cheminots seuls dans la grève. Par la suite, une occupation de la gare d'Hendaye est organisée pendant l'AG des cheminots.

Le jeudi, une manifestation d'environ 2 500 personnes fait le tour de la zone Saint-Frédéric avant de revenir sur la gare. Une bonne partie des manifestants se dirige ensuite pour une opération surprise vers le Café du Théâtre où se déroule une réunion LREM. Des représentants portent les revendications devant les personnes présentes après une légère bousculade à l'entrée du bar. Puis blocage de la rue avant de repartir vers la gare pour un



Manifestation et petite visite dans la zone industrielle, le 15 janvier à Hendaye.

nouveau blocage qui n'aura pas lieu, manifestants en retard et fermeture des portes d'accès aux quais.

Le soir, des manifestants s'invitent à la mairie du Boucau pour les vœux du maire en présence des huiles locales. Seul le buffet semble avoir été "impacté" par la visite.

Le samedi, un groupe d'une quarantaine de personnes, essentiellement Gilets jaunes, défile dans la galerie marchande de BAB 2 avec le sourire complice des chalandes et des caissières.

Mardi 21, une quarantaine de personnes vient une fois encore bloquer un TGV direction Paris pendant plus d'une heure. La maréchaussée reste sur les quais.

Le jeudi 23, comme dans beaucoup d'autres endroits, retraite au flambeau, à Bayonne, environ 1 000 personnes et à 50 à Garazi. Parcours réduit en raison de la faible autonomie des flambeaux, mais la motivation est là.



Partie de la gare, la retraite aux flambeaux s'achève devant les halles autour d'un buffet.

Vendredi 24, journée de lutte, dès 6 h 30 devant EDF et blocage du port à l'initiative des dockers. Environ 4 000 personnes à la manifestation qui se déploie dans les quartiers commerçants de Bayonne pour finir aux alentours de la mairie.

Une AG importante a lieu à 14 h 30. A 17 h 30, rassemblement devant la sous-préfecture pour accueillir, comme ils le méritent, les "officiels", civils, militaires et religieux qui viennent casse-croûter sur les impôts du bon peuple. Huées et quolibets pour les invités, apéritif populaire pour les manifestants.

Un autre accueil a été organisé dimanche à Saint-Pandelon pour le député LREM Lionel Causse, auquel ont participé des syndicalistes et Gilets jaunes du sud des Landes et du Pays Basque. Ne jamais les laisser tranquilles !

Alors, de quoi on cause ?

Le mouvement d'opposition à la réforme des retraites, et plus largement au régime en place, se construit au fur et à mesure de ses actes. Il n'en demeure pas moins, et cela a été constaté dans les différentes AdA, qu'il faut bien définir ce que nous vivons et ce que nous faisons. Et surtout d'adopter des définitions communes, bases des actions communes. Il en va de l'efficacité du mouvement. Le texte suivant amène cette indispensable réflexion.

Comment ça marche ?

Le capital détruit ce qu'il ne peut pas instrumentaliser. Et il se transforme (de l'usine régionale [filatures, mines, automobile, agriculture] à la délocalisation et aux groupes financiers mondiaux) en fonction des attaques qu'il subit (*"on ne prend jamais deux fois un rat dans le même piège"*). Il se transforme physiquement (les machines, les structures) et idéologiquement (les

aussi) héritées du passé et contre lesquelles la domination capitaliste est depuis longtemps vaccinée.

Par ailleurs, il n'y a pas plus idéologique, donc réactionnaire, que ces structures qui ne vivent plus que par et pour leur propre continuation.

Le syndicalisme, la continuité des luttes, la convergence des luttes, et même la grève générale, ne sont pas des formes innovantes de résistance collective, ni des fondations pour une société nouvelle.

Elles n'ont pas prise sur le monde réel parce qu'elles ne le comprennent pas. Mais elles brouillent les messages. A quoi ça rime de chanter *"Ça va péter"* quand justement c'est en train de péter ?

Il faut donc les dépasser. Cela fait un premier obstacle à surmonter.

Qui est l'acteur historique ? Qui a intérêt à transformer radicalement la société ?

Viennent des définitions matérialistes, voire mécanistes.



Bordeaux, le samedi 11 janvier.

discours : libéralisme, néo-libéralisme, fascisme, social-démocratie, technocratie...).

Ce qui veut dire que toute lutte efficace doit prendre forcément une forme en grande partie nouvelle (méthode et discours, ce qu'ont fait les GJ). Et que les vieux pots ne sont remplis que de soupe frelatée.

Le syndicalisme, la continuité des luttes, la convergence des luttes, et même la grève générale, ne sont pas des formes innovantes de résistance collective, ni des fondations pour une société nouvelle.

Par conséquent, si on accepte l'idée de l'adaptation des moyens de répression aux formes de luttes déjà déployées, il faut en déduire que ces formes sont obsolètes si on ne fait que les reproduire, si tant est qu'elles aient existé autrement que magnifiées. En effet, l'unanimité, le front commun, comme le plein emploi, sont des mythes qui n'ont jamais existé dans la perfection.

Cependant, ces schémas servent de mots d'ordre portés par les formes d'organisation (obsolètes elles



Bordeaux, le samedi 11 janvier.

Il y a le prolétariat sociologique, celui qui peu ou prou n'a que sa force de travail à négocier pour subvenir à ses besoins et à qui on ne demande pas son avis pour la qualité de l'air et de l'eau auxquels il a accès (soit 90 % de la population mondiale, voire plus).

Et le prolétariat politique à la mode marxiste-léniniste, c'est-à-dire le prolétariat conscient et organisé en vue de se détruire lui-même en tant que prolétariat.

Il manque la dimension intellectuelle ou psychologique de l'appartenance.

Comme répondait un militant à des ouvriers qui lui reprochaient de ne pas être un ouvrier : *"Ce n'est pas la peine d'être une poule pour savoir si un œuf est frais !"*

C'est un nouveau problème théorique à résoudre. Les situationnistes affirmaient *"Les prolétaires se reconnaissent par leurs actes"*. On peut aussi dire que l'action est la vérité de l'intention, en cherchant du côté de Sartre.

Qu'est-ce que la conscience diffuse ?

Quelque chose comme le niveau "moyen" ("statistique"), socialisé, de la représentation du réel. (Les sondages d'une certaine manière, la mesurent. 60 % des Français pensent que la réforme des retraites est une

A quoi ça rime de chanter
"Ça va péter" quand
justement c'est en train
de péter ?

arnaque. 40 % pensent que la violence est utile, etc.). Et cette "conscience" évolue. Elle évolue même très vite à l'occasion des conflits car les conflits permettent de comprendre l'ennemi et d'écartier le superflu.

Le fait qu'il s'agisse d'une "matière" évolutive nous questionne sur les moyens d'en influencer l'évolution.

Si l'on dit que tel groupe est radical, révolutionnaire (sociologique ? professionnel ? intellectuel ?...) et que tel groupe ne l'est pas, on fige un tableau. On tire une photo de ce qui est un film.

Or les GJ ont des composantes (évolutives), féminine (en particulier en province, pour des raisons d'espérance de vie entre autres, voir à ce sujet pour les témoignages le film de Ruffin *J'veux du soleil*), mais aussi la distinction entre l'homo sapiens urbain et l'homo sapiens "périphérique" qui ne portent pas les mêmes revendications immédiates et qui n'ont pas les mêmes comportements. D'ailleurs, on peut remarquer

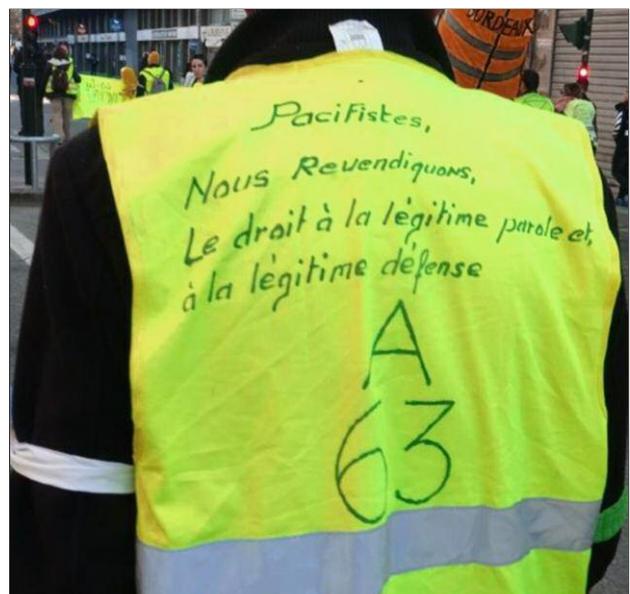


Bordeaux, le samedi 11 janvier.

qu'il y a bien plus d'actions coups de poing et illégales en province que dans les très grandes villes. (A l'exception à Marseille où la liaison syndicats-GJ fonctionne depuis longtemps, et où il y a beaucoup d'opérations coups de poing !) Et n'oublions pas les paysans. (A ce sujet, lire par exemple *Le pire des mondes possibles, de l'explosion urbaine au bidonville global*, de Mike Davis.)

Si on considère que la conscience se diffuse, la question du comment est essentielle !

C'est sur ce terrain que le clergé libéral, d'autres circonflexes, pas à Macron mais aux patrons de Macron, tapent tous les jours sur le mouvement social. La bagarre "idéologie vs théorie" fait rage. Les slogans, les phrases sur les gilets, le journal *Plein le dos*, sont les acteurs et les témoins de cette lutte.



Bordeaux, le samedi 11 janvier.



Bordeaux, le samedi 11 janvier.

Quelles images, quelles idées, vont rester dans les mémoires, dans les pensées, dans les motivations qui sous-tendent l'action ?

De ces images dépend l'unité d'action par conséquence, mais surtout le sentiment d'appartenance à un mouvement, à une classe, à une histoire.

Ceux qui n'étaient pas là hier ne sont pas ceux qui ont raté le coche de l'émeute. Il n'y a pas de coche, ou chaque jour en est un.

Insurrection, radicalité, des formules magiques ? Une nouvelle religion ?

Il y a les émeutes jouissives, il y a les manifs pleines de subversion contagieuse (foyers infectieux), il y a les manifs cotillons, ballons et langues de belle-mère... Ce qui compte est ce qui reste dans les consciences, dans les schémas de pensée politique.

Les cotillons ? Ce n'est même plus drôle... Tout le monde a capté ! Il n'y a plus que les permanents pour défiler derrière les ballons. Tous les autres sont en tête de la manif.

La violence subversive non spectaculaire date de bien avant novembre décembre 2018. Le 1^{er} mai 2018, la presque totalité des manifestants non professionnels est passée devant le SO central pour franchir le pont d'Austerlitz et faire masse derrière le BB qui en décousait avec les forces de l'ordre au niveau de la rue Buffon. Le cortège syndical a dû après une heure ou deux de blocage continuer jusqu'au pont de Bercy pour pouvoir remonter sur la place d'Italie.

Les forces de l'ordre (dont le supplétif Benalla) ont bien compris qu'ils n'avaient plus affaire avec quelques

radicalisés, mais bien à une masse complice. Et il y a eu bien d'autres occasions où ce type de résistance s'est manifesté.

L'engagement "révolutionnaire" n'est jamais individuel ni spontané. Toute personne pense, agit, vit collectivement. Et la révolution est un résultat statistique. Elle intervient quand il y a assez de révolutionnaires pour la mener à bien. Ce qui veut dire une masse X qui entretient des rapports sociaux révolutionnaires, une masse qui œuvre collectivement dans cette perspective.

Une "peur passagère" de la bourgeoisie ne produit rien qu'un durcissement de la riposte. Le capital se venge toujours, toujours. Il faut le vaincre.

L'effrayer ne fait que décupler sa cruauté.

Le mouvement a-t-il de l'avenir ?

La "mobilisation" a trois facettes : matérielle (richesses et climatique), démocratique (choisir sa vie, dignité citoyenne), et « éthique » (justice sociale, égalité des chances...).

**Une "peur passagère"
de la bourgeoisie ne produit
rien qu'un durcissement
de la riposte.**

**Le capital se venge toujours,
toujours. Il faut le vaincre.**

On arrive à un moment théorique général où il s'agit d'intégrer culturellement la réalité avec un point de vue antagonique, « les barricades n'ont que deux côtés ». On ne pourra pas « réformer ».

Ces trois facettes se nourrissent les unes les autres. Or ce gouvernement ne peut rien y faire. Garantir le revenu minimum de chacun, qu'il travaille ou pas, au niveau d'un smic raisonnable (genre 1500 euros), est inconcevable.

Accepter des procédures démocratiques, notamment de révocation d'élus non satisfaisants ? Pas plus. Enfin, reconnaître la catastrophe climatique en cours et arrêter les productions polluantes, autant qu'il se dissolvait tout de suite ! Alors réforme ou révolution ? (Qu'en dirait Gramsci ?)

Le mouvement a de l'avenir !



Bayonne, centre commercial BAB2, le samedi 18 janvier.

Qui phagocyte qui ?

Cette question du coup n'est plus d'actualité. Les syndicats peuvent négocier des bribes. Mais ils ne pourront jamais porter les revendications qui nourrissent le mouvement. Ils ne sont même pas capables d'obtenir l'application d'une règle de base "à travail égal, salaire égal" (en particulier en ce qui concerne les femmes) qui renflouerait, si elle était appliquée, la Sécu et la caisse des Allocations de retour à l'emploi (ex Assedic), voire les caisses de retraite à long terme.

J'ai pris l'image d'une "somme de vecteurs" pour définir la direction (dans les deux sens du mot) du mouvement social. Il y a plusieurs composantes, plusieurs forces (à l'intérieur des GJ, mais aussi autres que les GJ), à la manœuvre. Ces forces, personne ne sait les mesurer, donc personne ne peut prévoir quel sera le résultat vectoriel de cet assemblage.

Le résultat sera... ce qu'il sera.

Et qui phagocyte qui, finalement on s'en fout. "Fais ce que doit, advienne que pourra !"

Une dernière question (mais pas la dernière). Faut-il prendre l'État ?

Est-il toujours un enjeu ou la forme de l'État contient-elle déjà le commandement capitaliste ?

Le capitalisme soit instrumentalise la forme État, soit il la détruit. Les groupes mondiaux, et non plus internationaux, se libèrent des États (cf. les recours des États pour imposer les bénéfices des Gafas) et vivent dans une autre dimension (collecte et usage des infos par les big datas).

Mais les États assurent un contrôle social toujours plus liberticide (par exemple la reconnaissance faciale et le fichage généralisés). Les États et les gouverne-

ments, leur légitimité, leur "viabilité" (leur financement, y compris européen), dépendent de leur utilité à maintenir un ordre social permettant la domination capitaliste, le profit, et l'exploitation qui en est la source. On a des dizaines d'exemples récents qui voient le capitalisme installer des gouvernements "techniques" (sans passer par la case élections), y compris dans de vieilles démocraties comme la Grèce, l'Italie, l'Espagne, la Belgique... Ou en France (avec élections) avec la "macronie" qui ne serait qu'une technocratie "apolitique".

Au passage, c'est exactement ce processus qui a justifié (en plus de l'argument de la faible participation aux scrutins, mais qui est le même par exemple que pour toute élection partielle ou pour les élections européennes !) la suppression des élections prud'homales ramenant les magistrats élus (donc propriétaires de leur mandat et à l'abri des pressions) à de simples délégués désignés par les syndicats (donc révocables par leur organisation par un "comité de discipline") et "acceptés" par le ministère du Travail, donc sélectionnés "politiquement".

Pourquoi écrire ?

Sapiens (re)construit en permanence son "patrimoine culturel", ses grilles de lecture de la réalité. Ce "patrimoine" est la transmission des savoir-faire pour agir sur le monde ("comment fait-on du feu ?"), l'adaptation des savoir-faire aux changements du monde ("comment fait-on fonctionner une centrale nucléaire ?") et le creuset de la création de nouveaux modèles sociaux ("comment vivre sans cramer la planète ?"). C'est un champ de bataille essentiel entre les conservateurs (idéologie de la permanence et de la soumission) et les créateurs (théorisation, intégration de nouveaux schémas dans le champ culturel). Ecrire c'est poser un poids sur un des plateaux de la balance.

Patrick, un gj de la première heure



Beaucoup de positif

“Démolir le système des retraites fondé sur la lutte collective et l’organisation solidaire, c’est pour nos gouvernants la victoire décisive. Deux fois déjà ils ont lancé toutes leurs forces dans cette bataille et ils ont perdu. Il faut tout faire aujourd’hui pour qu’ils perdent une troisième fois et que ça leur fasse passer définitivement le goût de cette bataille.”

Jacques Rancière, le 16 janvier devant les cheminots grévistes de la gare de Vaugirard



Contrairement au début du mouvement qui était entièrement géré par les succursales des centrales syndicales, cette deuxième partie du mouvement a vu l’officialisation et la reconnaissance d’autres forces de lutte. Les différentes AG menées à Bayonne ont compté avec la présence des syndicalistes, mais aussi des Gilets jaunes et de personnes ayant participé aux collectifs créés lors des dernières luttes sociales.

La rencontre entre ces diverses composantes de la lutte a semble-t-il été considérée comme acquise par l’ensemble des acteurs, les relations, discussions et partages entre les militants vont en s’améliorant et l’ambiance générale s’en ressent, positivement. C’est la présence dans l’action qui solidifie la relation et les salutations et autres discussions se font de plus en plus fréquentes, dans un état d’esprit que nous apprécions tous. Un état d’esprit qui existe déjà ailleurs depuis plus longtemps, mais l’important réside dans la construction de ce pôle de résistance allant dans un même sens quelles que soient nos différences socio-organisationnelles.

Les actions menées à l’issue et en dehors des manifestations ont noué d’autres liens, à la fois affectifs et politiques. Si les premières semaines certains se posaient des questions sur l’identité de tel ou tel participant, ce n’est plus le cas aujourd’hui. Nous nous connaissons mieux, par le terrain, nous pourrions donc agir mieux, sur le terrain. La lutte est longue et des changements tactiques et stratégiques sont en train d’apparaître, dus à des nécessités matérielles, mais aussi à l’efficacité dans l’action. La manifestation promenade ne suffit pas, tout le monde s’en rend compte. Cependant, la participation aux actions reste relativement modeste et il y a là des habitudes à casser. Nous ne sommes pas dans un militantisme “confortable” mais dans une lutte dont on sait que l’issue aura des conséquences soit très positives soit totalement désastreuses. Ce n’est pas la lutte finale, mais celle-là décidera d’une bonne partie de l’avenir de la classe ouvrière dans ce pays et même au-delà. Une bonne partie de l’Europe, en particulier celle qui a déjà adopté des régimes de retraite scélérats, a les yeux fixés sur ce bras de fer. C’est une grosse responsabilité à endosser et à la fois une motivation supplémentaire.

Une motivation qui reste la même et c’est ce qu’il y a à retenir.

Le véritable danger

Parce que, ne nous y trompons pas, il s’agit de la privatisation de nos retraites. Le passage d’un bien commun à des spéculateurs regroupés au sein de fonds d’investissement, monstres financiers alimentés par les Arnault, Bezos et consort, dont le bras armé sera le gouvernement étasunien, quel qu’il soit. Et composé d’un actionariat mécanique pour qui n’existera que le rapport immédiat, faute de quoi, il y aura abandon et donc suppression du système. Avec les conséquences que l’on connaît aujourd’hui dans des pays comme l’Allemagne ou la Suède, ces “paradis économiques” où les octogénaires doivent retourner au travail en raison de la faillite spéculative de leurs mal nommées “caisses de retraite”. Ce n’est pas de la politique fiction, c’est déjà arrivé.